

A propos de la mondialisation

Le terme de mondialisation est dans toutes les bouches, source de tous les maux pour certains de tous les enthousiasmes pour d'autres (le village global!). Ce qui se cache derrière ce mot passe-partout (et dont on a souvent l'impression que l'utilisation sert d'explication définitive dispensant de réfléchir plus avant) n'est pas toujours clair.

La mondialisation c'est avant tout une spécialisation internationale accrue - de moins en moins d'objets courants, ou moins courants, sont fabriqués dans un seul pays et il en est de même pour les services - et à ce titre le phénomène est loin d'être nouveau. On veut bien croire cependant qu'il s'accélère par la grâce des progrès techniques récents dans le domaine des communications en particulier. Et il est vrai qu'il prend aussi un tour plus spectaculaire dans la mesure où le nombre et la variété des pays participant à la division internationale du travail sont en augmentation.

L'entrée de nouveaux pays dans le jeu du commerce international est en elle-même source de satisfaction car c'est, pour ces pays, le point de départ du développement et de la croissance: il n'y a pas d'exemple de pays ayant atteint en autarcie des niveaux de développement comparables aux nôtres. Il n'en reste pas moins que la redistribution des rôles qu'elle implique sur le plan international et qui à terme devrait se révéler bénéfique pour tous les partenaires aux échanges ne se fait pas sans coûts. C'est le cas parce que, presque par définition de la notion de spécialisation, les personnes qui perdent leur place de travail suite à la concurrence de nouvelles importations ne sont pas les travailleurs appelés à satisfaire la demande accrue pour nos biens d'exportation.

La mondialisation est aussi parfois le premier terme d'envolées à la gloire d'un monde hyper compétitif dans lequel la survie économique ne serait garantie qu'aux seuls sur-hommes ou super-women capables d'être les meilleurs en tout et partout. Ici aussi il faut mesurer. Au-delà de situations conjoncturelles temporairement défavorables, il y aura toujours en Suisse, si nous laissons les mécanismes adéquats fonctionner, du travail pour les personnes aimant le travail bien fait. A ceux qui s'inquiètent de notre capacité à concurrencer les salaires offerts dans les pays moins développés, rappelons que plus de la moitié de notre produit national est constitué de biens et services produits localement et qui continueront de l'être: éducation, santé, social, administration, construction, distribution, loisirs.

Cela ne signifie pas qu'il soit sans importance que cette part du produit national soit générée de manière efficace ou non. D'éventuelles inefficacités dans le secteur dit protégé (de la concurrence internationale) agissent comme un fardeau sur la partie de l'économie qui est elle exposée à cette même concurrence internationale. Elles se traduisent en impôts, taxes, primes ou prix élevés qui diminuent la valeur réelle des rémunérations et alourdissent les coûts de production du secteur exposé, le rendant donc moins compétitif.

Or l'enjeu de la mondialisation pour un pays comme la Suisse est le maintien de la compétitivité de notre secteur exposé laquelle dépend de notre capacité collective à fournir, à des prix acceptables, des biens et des services de qualité, répondant au mieux aux besoins des consommateurs et des entreprises du monde entier. Seule une capacité renforcée de nos industries d'exportation à trouver des débouchés pour leurs produits permettra une continuation de l'élévation de notre niveau de vie. Si au contraire les idées et le dynamisme ne sont pas en rapport avec les conditions internes déterminant les coûts de production, notre compétitivité ne pourra être maintenue qu'à travers un affaiblissement durable du franc suisse et donc de notre pouvoir d'achat.

Jean-Pierre Danthine
Professeur
Ecole des HEC
Université de Lausanne